

Projet du Parti socialiste

Base transmise
aux fédérations
et aux militant·es



Le Parti
socialiste
Tarn

Introduction

Ce projet socialiste s'inscrit dans une démarche à la fois collective, ouverte et ancrée dans le réel. Il est le résultat d'un long travail mêlant contributions citoyennes, expertise académique, engagement militant et expérience des élus locaux. À travers un tour de France et de nombreuses consultations, il s'est construit à l'écoute directe des Français, notamment de ceux qui se sentent éloignés de la politique, exprimant à la fois colère sociale et attentes fortes.

Ce travail intervient dans un moment de bascule historique. Le texte décrit un monde marqué par le retour des logiques de puissance, l'affaiblissement du droit international et la crise profonde du capitalisme néolibéral. Ce modèle, fondé sur la mondialisation et le libre-échange, laisse place à un capitalisme plus brutal, centré sur la captation des ressources rares et la concentration des richesses. Une minorité d'acteurs économiques et financiers exerce désormais un pouvoir déterminant, au détriment de la démocratie et de la redistribution.

Dans ce contexte, les inégalités explosent et fragilisent les conditions de vie : précarisation du travail, difficultés d'accès au logement, recul des services publics. La liberté elle-même est remise en cause, car elle dépend désormais fortement des ressources économiques et sociales des individus. Elle tend à devenir un privilège.

La crise est également écologique et démocratique. Le dérèglement climatique s'accélère tandis que les logiques de profit freinent les transformations nécessaires. Parallèlement, la défiance politique s'installe durablement, nourrissant le repli, la nostalgie et la montée des forces autoritaires.

Face à ces bouleversements, le projet socialiste affirme une orientation claire : reconstruire un modèle fondé sur la liberté pour tous, indissociable de l'égalité et de la solidarité. Il propose de refonder l'action publique, de rééquilibrer les rapports économiques et de porter un nouveau socialisme capable de répondre aux défis du 21^{ème} siècle.

PARTIE I

Vivre libres

La liberté est au cœur du projet socialiste : elle doit être réelle pour tous et non réservée à quelques-uns. Elle suppose justice sociale, intervention publique et solidarité. Être libre, c'est pouvoir vivre dignement de son travail, choisir sa vie et assurer la souveraineté des peuples face aux dominations économiques et politiques.

Chapitre 1

Mieux vivre au travail et de son travail

Le travail ne permet plus toujours de vivre dignement ni de s'épanouir. Précarité, manque de reconnaissance et inégalités s'accroissent. Nous voulons redonner du sens au travail, mieux le rémunérer et garantir à chacun des conditions de vie dignes.

Redonner du sens et de la valeur au travail

Le travail, pilier du modèle social, traverse une crise profonde. Perte de sens, conditions dégradées, stagnation des salaires et manque de reconnaissance fragilisent les salariés, tandis que la précarité progresse. La financiarisation des entreprises accentue ce malaise en réduisant l'autonomie des travailleurs. Les formes d'emploi les plus précaires, notamment dans les plateformes, illustrent une exploitation accrue. Face à cela, le projet socialiste affirme une ambition claire : permettre à chacun de vivre dignement de son travail.

- 1. Rehausser le SMIC à 1 690 € net et ouvrir une conférence salariale**
- 2. Partager la richesse en entreprise**
- 3. Instaurer la codétermination**
- 4. Garantir 0 décès au travail**
- 5. Renforcer l'autonomie au travail**
- 6. Réduire les contrats courts et le temps partiel subi**
- 7. Encadrer le numérique et l'IA au travail**
- 8. Supprimer les stages non rémunérés**
- 9. Garantir un SMIC horaire aux travailleurs des plateformes**
- 10. Confier l'assurance chômage aux partenaires sociaux**
- 11. Automatiser le versement du chômage**

Avoir du temps libre

Le temps est devenu une inégalité majeure : salariés précaires, femmes et aidants subissent des contraintes fortes, quand d'autres disposent d'autonomie. Le projet socialiste veut redonner aux salariés la maîtrise de leur temps, en encadrant les horaires, en développant de nouveaux droits comme la semaine de 4 jours ou un compte temps universel, et en garantissant le droit au repos et aux vacances.

- 12. Garantir la maîtrise du temps de vie**
- 13. Créer un compte épargne temps universel**
- 14. Garantir le droit au repos**
- 15. Réduire les inégalités de temps**

Pouvoir profiter de sa retraite

La retraite est une conquête sociale essentielle, aujourd'hui fragilisée par les réformes récentes. Le projet socialiste défend le retour à un système juste fondé sur la répartition, l'abrogation de la réforme à 64 ans et une meilleure prise en compte des inégalités, notamment de pénibilité et entre femmes et hommes, pour garantir à chacun une retraite en bonne santé.

- 16. Abroger la réforme Borne et refonder les retraites**
- 17. Assurer l'équilibre du système**

Défendre les artisans et commerçants

Les artisans et commerçants, essentiels à la vie des territoires, sont fragilisés par la désertification commerciale, les départs sans reprise et la concurrence des plateformes. Le projet socialiste propose de les soutenir en réduisant leurs charges, en rétablissant une concurrence équitable et en facilitant la transmission des entreprises, afin de préserver emploi et proximité.

- 18. Réduire les charges des artisans et commerçants**
- 19. Lutter contre la vacance commerciale**
- 20. Faciliter la reprise par les salariés**
- 21. Simplifier les démarches administratives**

Coût de la vie quotidienne : reprendre le contrôle

La liberté suppose des conditions de vie dignes. Face à la hausse des dépenses contraintes, nous voulons augmenter le « reste à vivre » en agissant sur le logement, l'énergie et l'alimentation. Cela passe par une action publique forte et une démarchandisation des biens essentiels.

Se loger

Le logement est devenu une source majeure d'inégalités, pesant fortement sur le budget des ménages et freinant l'accès à l'emploi ou à la formation. Le projet socialiste propose une intervention publique forte : construction massive, régulation des loyers, mobilisation des logements vacants et encadrement des locations touristiques, pour garantir un accès réel à un logement abordable.

- 22. Produire massivement des logements**
- 23. Créer des foncières publiques territoriales**
- 24. Prioriser le logement de longue durée**
- 25. Encadrer les loyers et renforcer les aides au logement**
- 26. Développer l'accèsion à la propriété**

Se chauffer et se rafraîchir

La précarité énergétique s'aggrave sous l'effet du dérèglement climatique et de la hausse des prix. Le projet socialiste propose une action publique forte : investir dans une énergie accessible, rénover massivement les logements et lutter contre les passoires thermiques, afin de garantir à chacun un confort thermique et réduire durablement les factures.

- 27. Réduire la facture énergétique**
- 28. Créer des chèques-soleil**
- 29. Lancer un plan d'économies d'énergie**
- 30. Rénover massivement les logements**

Se nourrir

L'insécurité alimentaire touche une part croissante de la population et aggrave les inégalités de santé. Le projet socialiste propose de garantir un droit à une alimentation saine en rendant les produits de qualité accessibles, en encadrant l'industrie agroalimentaire et en soutenant les circuits courts, afin de mieux nourrir tous les Français.

- 31. Garantir une alimentation saine et accessible**
- 32. Généraliser les titres-restaurant et créer une allocation alimentation**
- 33. Renforcer la qualité des repas scolaires**
- 34. Encadrer la publicité alimentaire**
- 35. Développer les circuits courts**

Réindustrialiser le pays et créer les emplois de demain

La désindustrialisation fragilise notre économie, nos territoires et notre souveraineté. Nous voulons réindustrialiser la France par une stratégie publique planifiée, tournée vers les secteurs d'avenir, la transition écologique et une énergie accessible, en protégeant nos intérêts face aux concurrences déloyales.

Investir dans les Secteurs stratégiques

La désindustrialisation française, marquée par une perte massive d'emplois et une dépendance accrue aux importations, résulte de choix politiques et affaiblit la souveraineté économique. Face à la concurrence internationale, le projet socialiste propose une stratégie de réindustrialisation fondée sur la planification, l'investissement ciblé et le soutien aux filières stratégiques. Il s'agit de concentrer les moyens publics, conditionner les aides aux entreprises et renforcer l'intervention de l'État, y compris par des prises de participation. L'objectif est de reconstruire une base industrielle forte, créatrice d'emplois, compatible avec la transition écologique et ancrée dans les territoires.

- 36. Planifier la réindustrialisation**
- 37. Soutenir les investissements stratégiques**
- 38. Assouplir les règles européennes et intervenir au capital**
- 39. Adopter une loi de maintien de l'activité**
- 40. Construire des coalitions industrielles européennes**
- 41. Créer un Airbus du médicament**
- 42. Sécuriser les approvisionnements**
- 43. Encadrer la robotisation**
- 44. Conditionner les aides publiques aux entreprises**
- 45. Recentrer le crédit impôt recherche sur les PME**

Former aux emplois de demain

Le manque de formations adaptées freine l'emploi et la réindustrialisation. Le projet socialiste propose d'investir massivement dans les compétences, en facilitant la reconversion, en ciblant les publics les plus fragiles et en valorisant les filières techniques. L'objectif est d'anticiper les besoins, réduire les inégalités d'accès à la formation et préparer les emplois de demain.

- 46. Garantir un droit à la reconversion**
- 47. Former 1 million d'actifs en 10 ans**
- 48. Cibler les secteurs en tension**
- 49. Créer des campus industriels régionaux**
- 50. Valoriser les formations techniques**
- 51. Démocratiser l'accès aux métiers scientifiques**

Produire de l'énergie propre, sûre et bon marché

L'énergie est un enjeu de souveraineté, de justice sociale et de transition écologique. Le projet socialiste propose de sortir l'électricité des logiques de marché, de planifier un mix énergétique décarboné combinant nucléaire et renouvelables, et d'investir dans les réseaux et la sobriété, afin de garantir une énergie accessible, stable et durable.

- 52. Sortir l'électricité du marché
- 53. Planifier un mix énergétique décarboné
- 54. Développer la sobriété énergétique
- 55. Accélérer les énergies renouvelables
- 56. Regrouper les infrastructures énergétiques publiques

Faire de l'économie sociale et solidaire un moteur de l'économie de demain

L'économie sociale et solidaire est un levier majeur pour une économie plus juste, locale et durable, mais reste sous-développée. Le projet socialiste propose de la renforcer en soutenant l'emploi, les financements et la transmission d'entreprises, afin d'en faire un pilier central des transitions écologique, sociale et industrielle.

- 57. Faire de l'ESS un moteur économique
- 58. Doubler la part de l'ESS
- 59. Favoriser les reprises en coopératives
- 60. Soutenir l'emploi dans l'ESS
- 61. Adapter les financements de l'ESS
- 62. Enseigner l'ESS

Construire la souveraineté européenne

Face aux tensions internationales, la souveraineté européenne est une condition de notre liberté. L'Europe doit se donner les moyens d'agir, de protéger et de planifier, en portant un modèle fondé sur la justice sociale, l'écologie et la démocratie, et en affirmant une puissance autonome.

Défendre un modèle social, écologique et démocratique européen

L'Union européenne dispose d'un modèle unique fondé sur la démocratie, la protection sociale et un haut niveau de droits, mais celui-ci est aujourd'hui fragilisé par les tensions internationales, les logiques néolibérales et la montée des extrêmes droites. Le projet socialiste propose de le renforcer en réorientant les règles européennes vers l'investissement, la justice sociale et la transition écologique. Il s'agit de protéger les services publics, de lutter contre le dumping social et de défendre l'État de droit. L'Europe doit aussi affirmer sa souveraineté face aux grandes puissances en régulant les échanges, en développant ses capacités industrielles et en consolidant son modèle social. L'objectif est de faire de l'Union une puissance protectrice, démocratique et écologique.

63. Construire une alliance sociale européenne
64. Réformer les traités européens
65. Imposer le juste échange
66. Conditionner les fonds européens à l'État de droit
67. Créer une autorité européenne de l'intégrité
68. Harmoniser les règles politiques et interdire les financements étrangers
69. Réguler les réseaux sociaux
70. Garantir la transparence des médias
71. Soutenir le journalisme d'investigation
72. Faire de l'Europe un pilier de justice sociale
73. Encadrer les écarts de salaires
74. Instaurer une taxe minimale sur les multinationales
75. Créer une réassurance chômage européenne
76. Garantir zéro mort au travail
77. Encadrer les prix alimentaires
78. Harmoniser les droits sociaux
79. Créer un numéro de sécurité sociale européen
80. Conditionner les élargissements à la convergence sociale
81. Protéger le Pacte vert européen
82. Européaniser les terres rares
83. Stopper les infrastructures fossiles
84. Renforcer le fonds social climat
85. Protéger les océans
86. Prioriser la santé environnementale

Construire la défense de demain, pour l'Europe et ses nations

Face au retour des conflits, à la montée des tensions géopolitiques et aux nouvelles formes de guerre (cyber, informationnelle, spatiale), l'Europe doit renforcer son autonomie stratégique. Le projet socialiste propose de bâtir une véritable défense européenne, en consolidant le pilier européen de l'OTAN, en développant une industrie de défense intégrée et en mutualisant les capacités militaires. Il s'agit aussi de protéger les démocraties contre les ingérences étrangères et les menaces hybrides, avec une France moteur et une stratégie de défense renforcée.

Défense européenne

87. Renforcer le pilier européen de l'OTAN
 88. Construire des partenariats stratégiques
 89. Développer une industrie européenne de défense
 90. Mutualiser les capacités militaires
 91. Protéger contre les ingérences
- ### Défense nationale
92. Repenser le format des armées
 93. Articuler dissuasion nucléaire et défense européenne
 94. Renforcer le partenariat franco-britannique
 95. Renforcer le contrôle parlementaire
 96. Développer la réserve et l'engagement citoyen
 97. Garantir l'égalité dans les armées
 98. Construire une stratégie de résilience
 99. Créer une agence de résilience informationnelle
 100. Instaurer un bouclier démocratique local

Donner à l'Europe les moyens de ses ambitions

Pour être souveraine, l'Europe doit renforcer ses moyens financiers et politiques. Le projet socialiste propose d'augmenter le budget européen, de créer de nouvelles ressources, de lutter contre l'évasion fiscale et de renforcer les outils communs, afin d'affirmer une puissance indépendante et efficace.

- 101. Tripler le budget européen**
- 102. Renforcer la justice européenne**
- 103. Lutter contre l'évasion fiscale**
- 104. Assurer la souveraineté financière**
- 105. Attirer les talents scientifiques**

Chapitre 5

Mettre le progrès technique au service du progrès humain

Le progrès technique transforme nos vies mais échappe trop souvent au contrôle démocratique. Nous voulons le remettre au service de l'intérêt général, en régulant les grandes plateformes, en maîtrisant l'IA et en orientant l'innovation vers l'écologie, la cohésion sociale et la démocratie.

Échapper aux nouvelles servitudes numériques

Le numérique ouvre de nouveaux espaces d'expression et d'accès au savoir, mais il engendre aussi des formes de dépendance et de manipulation. Les grandes plateformes structurent désormais le débat public via des algorithmes qui orientent l'information, renforcent la polarisation et diffusent des contenus trompeurs. Face à ces dérives, le projet socialiste propose de reprendre le contrôle en encadrant l'économie de l'attention, en limitant la publicité ciblée et en imposant la transparence des algorithmes. Il s'agit aussi de renforcer la régulation des plateformes et de protéger les citoyens contre les ingérences.

- 106. Encadrer l'économie de l'attention**
- 107. Renforcer la régulation des plateformes**
- 108. Requalifier les plateformes numériques**
- 109. Réguler les plateformes dominantes**
- 110. Créer une police du numérique**
- 111. Protéger les données et les identités**
- 112. Développer des alternatives européennes**
- 113. Reprendre le contrôle public des technologies**

Mettre l'intelligence artificielle au service du bien commun

L'intelligence artificielle offre des opportunités majeures pour améliorer les services publics, le travail et la santé, mais elle comporte aussi des risques importants si elle reste dominée par les logiques de marché. Concentration des richesses, impacts environnementaux, menaces sur l'emploi et manipulation de l'information fragilisent les équilibres sociaux et démocratiques. Le projet socialiste propose de reprendre le contrôle en développant une IA souveraine, éthique et transparente, en renforçant la régulation et en investissant dans des infrastructures publiques. Il s'agit aussi d'anticiper les transformations du travail, de former les citoyens et de garantir un usage au service de l'intérêt général.

- 114. Développer une IA éthique et souveraine**
- 115. Assurer le contrôle démocratique de l'IA**
- 116. Réduire l'impact environnemental des data centers**
- 117. Lutter contre les manipulations par l'IA**
- 118. Anticiper l'impact de l'IA sur l'emploi**
- 119. Former à l'IA dès l'école**
- 120. Améliorer les services publics par l'IA**

Miser sur les innovations sociales, écologiques et démocratiques

Le progrès technologique est aujourd'hui dominé par des logiques marchandes, au détriment de l'intérêt général. Le projet socialiste propose de réorienter la recherche vers des innovations utiles, en renforçant l'investissement public, le pilotage démocratique et le soutien aux technologies durables, afin de mettre l'innovation au service du progrès humain

- 121. Renforcer la recherche publique**
- 122. Conditionner les aides à l'utilité sociale et écologique**
- 123. Créer un fonds d'innovation sociale**
- 124. Développer la transdisciplinarité**

Être en sécurité(s)

La sécurité est un héritage central du socialisme, de la mutualité à la Sécurité sociale : protéger chacun face aux aléas de la vie. Elle ne se limite pas à la délinquance, mais englobe santé, vieillissement, conditions de vie et risques environnementaux. Nous défendons une sécurité globale, fidèle à l'ambition de couvrir toutes les vulnérabilités.

Chapitre 6

Être en bonne santé

La santé est une sécurité fondamentale. Face aux inégalités d'accès aux soins et aux enjeux de prévention, nous voulons garantir un droit effectif à la santé pour tous, partout, en réorganisant le système et en faisant de la prévention une priorité.

Prévenir plutôt que guérir

La prévention reste le point faible du système de santé, malgré des maladies largement évitables. Le projet socialiste propose d'en faire une priorité en augmentant les moyens, en renforçant la médecine préventive et en luttant contre les addictions, afin d'améliorer durablement la santé et réduire les inégalités.

- 125. Faire de la prévention une priorité**
- 126. Refonder la médecine de prévention**
- 127. Lutter contre la sédentarité**
- 128. Exploiter les données de santé**
- 129. Lutter contre les addictions**
- 130. Renforcer la vaccination**
- 131. Mettre fin au VIH**
- 132. Développer la prévention en santé des femmes**

Se faire soigner : un droit fondamental à garantir

L'accès aux soins est de plus en plus inégal, entre déserts médicaux, hôpital en crise et reste à charge élevé. Le projet socialiste propose de réguler l'installation des médecins, renforcer les formations, garantir un accès aux soins remboursés et refonder l'hôpital public, afin d'assurer une égalité réelle face à la santé.

133. Lutter contre les déserts médicaux

134. Réduire le reste à charge

135. Encadrer les dépassements d'honoraires

136. Garantir le 100 % Sécu

137. Refonder l'hôpital public (Réformer son financement - Planifier ses budgets - Augmenter les capacités d'accueil - Créer des centres de suivi - Débureaucratiser l'hôpital)

Le combat pour la santé mentale

La santé mentale est une urgence majeure, aggravée par les inégalités sociales et le manque de soins. Le projet socialiste propose d'en faire une priorité nationale en renforçant la prévention, notamment chez les jeunes et au travail, et en garantissant un accès équitable aux soins psychologiques et psychiatriques.

138. Prévenir les troubles dès le plus jeune âge

139. Prévenir la santé mentale au travail

140. Garantir l'accès aux soins psychologiques

Libérer la fin de vie

Face à la souffrance, choisir sa fin de vie relève de la dignité et de la liberté. Le projet socialiste propose d'instaurer ce droit, tout en accompagnant les soignants et en développant les soins palliatifs, afin de garantir un choix éclairé et digne pour chacun.

141. Garantir le droit à une fin de vie libre

142. Développer les soins palliatifs

Pour une sécurité écologique

Le dérèglement climatique et les pollutions menacent notre santé et nos conditions de vie, avec des inégalités fortes face aux risques. Nous voulons construire une sécurité écologique fondée sur la prévention, l'adaptation et la solidarité.

Tous contaminés : éradiquer les pollutions et les perturbateurs endocriniens

La pollution de l'air, de l'eau et des sols constitue une menace majeure pour la santé et l'environnement, avec des impacts particulièrement lourds pour les populations les plus vulnérables. Le projet socialiste propose d'en faire une priorité en agissant à la source : réduction des émissions polluantes, transformation des modes de production et accélération de la transition écologique. Il s'agit de dépolluer les milieux, de limiter les substances toxiques comme les perturbateurs endocriniens et les PFAS, et de renforcer les contrôles. L'objectif est de garantir un environnement sain, en protégeant la santé publique et en appliquant le principe du pollueur-payeur.

- 143. Accompagner la transition dans les ZFE**
- 144. Développer les transports en commun et le vélo**
- 145. Rénover les bâtiments et interdire les matériaux toxiques**
- 146. Réduire la pollution plastique**
- 147. Nettoyer les eaux**
- 148. Protéger les cours d'eau**
- 149. Réduire l'usage des pesticides**
- 150. Dépolluer les sols**
- 151. Transformer l'agriculture**
- 152. Créer un score santé des produits**
- 153. Interdire les substances dangereuses**
- 154. Protéger les populations vulnérables**
- 155. Créer un registre national des cancers**
- 156. Interdire les PFAS non essentiels**
- 157. Cartographier les zones contaminées**
- 158. Créer un fonds de dépollution**
- 159. Obliger la transparence des industriels**
- 160. Renforcer les contrôles**
- 161. Reconnaître les maladies professionnelles liées aux pollutions**
- 162. Sensibiliser et éduquer**

Construire un fonds de sécurité climatique

Face aux impacts croissants du dérèglement climatique sur la santé et l'économie, le projet socialiste propose de créer un fonds de sécurité climatique. Il vise à protéger les populations, financer l'adaptation et indemniser les dommages, avec un financement juste reposant sur une fiscalité progressive.

- 163. Créer un fonds de sécurité climatique**
- 164. Garantir son financement**

S'adapter au réchauffement climatique

Le réchauffement climatique impose une adaptation immédiate face à ses impacts déjà visibles et inégaux. Le projet socialiste propose une planification publique pour adapter les territoires, protéger les populations, sécuriser l'eau et les infrastructures, afin de garantir la sécurité et les conditions de vie face aux risques climatiques.

- 165. Planifier l'adaptation climatique**
- 166. Adapter les infrastructures**
- 167. Rafraîchir les villes**
- 168. Sécuriser les ressources en eau**
- 169. Protéger des risques climatiques**
- 170. Adapter les Outre-mer**

Chapitre 8

Bien vieillir

Le vieillissement transforme notre société. Nous voulons permettre à chacun de bien vieillir, en autonomie et dans la dignité, grâce à un service public de l'autonomie fondé sur la prévention, la solidarité et l'égalité territoriale.

Prévenir la perte d'autonomie

Le vieillissement de la population impose de renforcer la prévention face à la perte d'autonomie. Le projet socialiste propose d'agir en amont, en détectant les fragilités, en adaptant les logements et en soutenant les aidants, afin de permettre à chacun de vieillir en bonne santé et dans la dignité.

- 171. Prévenir et détecter les vulnérabilités**
- 172. Adapter les logements**
- 173. Créer un statut de proche aidant**

Repenser le modèle de l'accueil de la personne âgée en établissement

Le modèle actuel entre domicile et EHPAD doit évoluer. Le projet socialiste propose de développer des solutions diversifiées, de démarcher les EHPAD et d'améliorer leur qualité, tout en adaptant les logements et les territoires, afin de mieux répondre aux besoins et de lutter contre l'isolement.

- 174. Démarcher les EHPAD**
- 175. Développer des alternatives à l'EHPAD**
- 176. Structurer le service public de l'autonomie**
- 177. Adapter massivement les logements**
- 178. Adapter la ville et les mobilités**

Réduire le reste à charge des familles

Le modèle actuel entre domicile et EHPAD doit évoluer. Le projet socialiste propose de développer des solutions diversifiées, de démarcher les EHPAD et d'améliorer leur qualité, tout en adaptant les logements et les territoires, afin de mieux répondre aux besoins et de lutter contre l'isolement.

179. Créer un service public de l'autonomie

180. Refonder l'aide à domicile

181. Refonder la tarification en EHPAD

182. Élargir le congé de proche aidant

Chapitre 9

Police, justice : un ordre juste

La sécurité du quotidien doit être rétablie par une présence de proximité, une autorité juste et des moyens adaptés. Nous voulons reconstruire la confiance entre la population et les forces de l'ordre, en agissant avec fermeté, prévention et respect des principes républicains.

Garantir le droit de chacun à la sûreté, partout

L'accès à la sécurité est inégal sur le territoire, affaibli par des politiques passées. Le projet socialiste propose de renforcer les moyens des forces de l'ordre, de reconstruire une police de proximité et d'adapter l'action aux réalités locales, en associant davantage les collectivités, afin de garantir une sécurité égale pour tous.

183. Renforcer les moyens de sécurité

184. Déployer une police de proximité

185. Renforcer la sécurité rurale

186. Renforcer la sécurité en Outre-mer

Mettre fin au narcotrafic et lutter contre la criminalité organisée

Le narcotrafic fragilise la société et s'étend à tous les territoires. Le projet socialiste propose de renforcer les moyens judiciaires et policiers, de frapper les réseaux financiers et d'ouvrir un débat sur la légalisation du cannabis, afin de mieux lutter contre les trafics et protéger la jeunesse.

187. Organiser une convention citoyenne sur les drogues

188. Renforcer le parquet anticriminalité

189. Confisquer les avoirs criminels

190. Renforcer la police judiciaire

191. Renforcer les capacités des douanes

192. Investir dans les quartiers

Restaurer la confiance des Français dans leur police

La confiance entre citoyens et forces de l'ordre s'est dégradée. Le projet socialiste propose de refonder une police de proximité, mieux formée et équipée, de renforcer la transparence et le contrôle des pratiques, afin de garantir une sécurité juste, respectueuse et efficace.

- 193. Réformer la doctrine policière**
- 194. Encadrer l'usage des armes**
- 195. Créer un contrôle indépendant des forces de l'ordre**
- 196. Renforcer la formation des forces de sécurité**

Prévenir la délinquance

La délinquance est liée à des fractures sociales profondes et ne peut être traitée uniquement par la répression. Le projet socialiste propose de renforcer la prévention, en mobilisant l'école, les collectivités et les acteurs sociaux, afin d'agir en amont et favoriser l'insertion durable.

- 197. Lancer un plan de prévention de la délinquance**
- 198. Renforcer les éducateurs et médiateurs**
- 199. Intégrer la santé mentale dans la prévention**
- 200. Développer les alternatives à la détention**

Cybersécurité : une nouvelle frontière

La cybercriminalité menace citoyens, entreprises et institutions. Le projet socialiste propose d'en faire un service public, en renforçant la prévention, l'accompagnement des victimes et la protection des données, tout en développant une filière européenne pour garantir la souveraineté numérique.

- 201. Structurer la cybersécurité nationale**
- 202. Créer un service public de cybersécurité**
- 203. Prévenir les cyberattaques**
- 204. Former aux risques numériques**
- 205. Soutenir la filière cybersécurité**
- 206. Renforcer la coopération européenne**

La Justice, levier de restauration du lien social

La justice est fragilisée par un manque de moyens et des inégalités d'accès. Le projet socialiste propose de renforcer les moyens, simplifier l'accès au droit et favoriser la réinsertion, afin de garantir une justice plus rapide, équitable et protectrice du lien social.

- 207. Augmenter les moyens de la justice**
- 208. Simplifier l'accès à la justice**
- 209. Favoriser la réinsertion**
- 210. Développer la justice restaurative**
- 211. Garantir l'indépendance de la justice**

S'épanouir, à égalité

Une société juste permet à chacun de grandir et de choisir sa vie, sans que l'origine sociale, le genre, le handicap ou les discriminations n'enferment les destins. L'égalité réelle se construit par des politiques d'émancipation, dès l'enfance, avec l'École et les institutions comme piliers pour donner à toutes et tous les mêmes possibilités.

Chapitre 10

Pour un droit à l'enfance

Protéger l'enfance est un impératif. Face aux violences et aux défaillances actuelles, nous voulons placer l'intérêt supérieur de l'enfant au cœur des politiques publiques, garantir sa protection et lui permettre de grandir librement, en sécurité et avec des droits effectifs.

Prendre soin de la petite enfance

Les premières années sont décisives pour le développement des enfants. Le projet propose un véritable service public de la petite enfance, fondé sur la prévention, l'égalité et l'inclusion. Il vise à garantir un accès universel aux modes de garde, soutenir les familles et revaloriser les professionnels pour assurer à chaque enfant un départ dans la vie équitable.

- 212. Créer un service public de la petite enfance**
- 213. Garantir les droits de chaque enfant**
- 214. Renforcer la prévention dès le plus jeune âge**
- 215. Garantir l'accès aux modes de garde**
- 216. Revaloriser les métiers de la petite enfance**
- 217. Accompagner les 1 000 premiers jours**
- 218. Garantir les droits fondamentaux des enfants en Europe**

Éradiquer les violences faites aux enfants

Les violences faites aux enfants sont massives et doivent être combattues sans compromis. Le projet vise à mieux protéger les victimes, renforcer la détection et les sanctions, reconnaître toutes les formes de violences, y compris psychologiques, et faire de la sécurité et du respect des enfants une priorité absolue.

- 219. Protéger les enfants des violences**
- 220. Renforcer la lutte contre les violences sexuelles et l'inceste**
- 221. Garantir un petit-déjeuner pour chaque enfant**
- 222. Développer des villes adaptées aux enfants**

Reconstruire l'aide sociale à l'enfance

La protection de l'enfance est en crise : accompagnement insuffisant, sorties sans solution, professionnels épuisés. Le projet vise à garantir un parcours sécurisé, renforcer les moyens et les métiers, protéger contre les violences, et assurer un accompagnement jusqu'à 25 ans pour ne laisser aucun jeune sans solution.

- 223. Construire un parcours de protection de l'enfant**
- 224. Réformer l'aide sociale à l'enfance**
- 225. Auditer les structures d'accueil**
- 226. Protéger contre l'exploitation sexuelle**
- 227. Garantir l'égalité des mineurs non accompagnés**

Protéger les enfants en ligne et face aux écrans

L'exposition excessive aux écrans menace le développement des enfants et renforce les inégalités. Le projet vise à mieux encadrer les plateformes, protéger contre les contenus violents et pornographiques, renforcer la prévention et l'éducation au numérique, pour garantir un environnement sain et sécurisé.

- 228. Lutter contre la pédocriminalité en ligne**
- 229. Renforcer les moyens de lutte numérique**
- 230. Limiter l'accès des mineurs à la pornographie**
- 231. Éduquer au numérique dès l'école**
- 232. Protéger les enfants des écrans**

Apprendre, se former, garantir à tous les mêmes chances

L'égalité des chances reste entravée par l'origine sociale et les inégalités scolaires. Nous voulons faire de l'école un levier d'émancipation, lutter contre le harcèlement et garantir à chacun la possibilité de construire son parcours et de réussir selon ses aspirations.

Refaire de l'école le creuset de l'égalité républicaine

L'école française ne corrige plus les inégalités sociales et peine à remplir sa mission d'émancipation. Classes surchargées, enseignants insuffisamment rémunérés, élèves anxieux et inégalités persistantes fragilisent le système. Le projet propose une refondation démocratique de l'école, avec une revalorisation des enseignants, une réduction des effectifs par classe et une meilleure organisation du temps scolaire. Il vise aussi à transformer les pédagogies, lutter contre le décrochage, garantir une orientation choisie et promouvoir l'égalité filles-garçons. L'objectif est clair : faire de l'école un véritable levier de justice sociale et de réussite pour tous.

233. Refonder démocratiquement l'école

234. Revaloriser les enseignants

235. Réduire les effectifs par classe

236. Repenser le temps de l'enfant

237. Adapter les pédagogies

238. Encadrer l'usage du téléphone

239. Lutter contre le décrochage scolaire

240. Promouvoir l'égalité filles-garçons

241. Garantir une orientation libre

Mettre fin au harcèlement scolaire

Le harcèlement scolaire touche massivement les élèves et nécessite une réponse globale. Le projet vise à mieux prévenir, détecter et sanctionner ces situations, protéger immédiatement les victimes et mobiliser toute la communauté éducative. L'objectif est de restaurer un climat scolaire sûr et respectueux pour tous.

242. Protéger les victimes

243. Prévenir le harcèlement

244. Responsabiliser les élèves

Garantir l'accès de toutes et tous aux études

L'accès aux études reste marqué par de fortes inégalités sociales et une précarité étudiante croissante. Le projet vise à renforcer le service public de l'enseignement supérieur, garantir des moyens accrus, améliorer l'orientation et permettre à chaque étudiant de vivre dignement pour réussir.

245. Garantir un financement socialisé de l'enseignement supérieur

246. Supprimer Parcoursup

247. Accompagner chaque étudiant

248. Renforcer l'université publique

249. Garantir des conditions de vie dignes

Donner aux jeunes les moyens de décider de leur destin

La jeunesse fait face à la précarité et à une forte dépendance familiale. Le projet vise à garantir l'autonomie dès 18 ans grâce à une allocation dédiée, un meilleur accès au logement et des outils pour sécuriser les parcours et permettre à chacun de choisir sa vie.

- 250. Favoriser l'autonomie des jeunes**
- 251. Faciliter l'accès au logement**
- 252. Aider à l'épargne et à l'investissement**
- 253. Renforcer l'accompagnement des jeunes**

Pouvoir réussir même sans diplôme

L'absence de diplôme reste un facteur majeur d'inégalités et de précarité. Le projet vise à reconnaître les compétences, développer la formation tout au long de la vie et faciliter les reconversions. L'objectif est de permettre à chacun de progresser et réussir, quel que soit son parcours.

- 254. Accompagner les parcours professionnels**
- 255. Reconnaître les compétences**
- 256. Développer les formations**
- 257. Faciliter les passerelles professionnelles**
- 258. Renforcer les dispositifs d'insertion**

Chapitre 12

Personnes en situation de handicap : faire de l'inclusion une réalité

Le handicap concerne des millions de Français mais l'égalité reste inachevée. Nous voulons une société pleinement inclusive, garantissant l'accès effectif à l'école, à la formation et à l'emploi, en adaptant les structures et en assurant les droits à chaque étape de la vie.

L'inclusion à l'école

L'inclusion scolaire des élèves en situation de handicap reste insuffisante. Le projet vise à garantir un accompagnement adapté, renforcer les moyens humains et matériels et assurer l'égalité d'accès à l'éducation, pour permettre à chaque enfant de réussir pleinement sa scolarité.

- 259. Renforcer les moyens des AESH**
- 260. Développer le diagnostic précoce**
- 261. Former tous les enseignants à l'inclusion**
- 262. Créer un service public de l'école inclusive**

L'inclusion au travail

Les personnes en situation de handicap restent trop exclues de l'emploi. Le projet vise à rendre effective l'obligation d'emploi, améliorer l'accès à la formation, adapter les postes et sécuriser les parcours, pour garantir une inclusion réelle et une autonomie pleine.

- 263. Appliquer l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés**
- 264. Développer l'accès à la formation et à l'emploi**
- 265. Créer des pôles d'accompagnement vers l'emploi**
- 266. Garantir l'aménagement des horaires**
- 267. Maintenir l'individualisation de l'AAH**

Abolir le patriarcat

Malgré des avancées, les inégalités et les violences faites aux femmes persistent. Nous voulons s'attaquer aux racines du patriarcat, transformer les structures et garantir l'égalité réelle entre les femmes et les hommes dans toutes les sphères de la société.

Tolérance Zéro pour les violences sexistes et sexuelles

Les violences sexistes et sexuelles restent massives et insuffisamment sanctionnées. Le projet vise une tolérance zéro : mieux prévenir, protéger les victimes, renforcer les moyens et transformer durablement les mentalités pour combattre les racines des violences et garantir l'égalité réelle.

- 268. Adopter une loi globale contre les violences sexistes et sexuelles**
- 269. Lutter contre les stéréotypes de genre**
- 270. Prévenir les violences et libérer la parole**
- 271. Protéger les victimes**
- 272. Renforcer la prise en charge des victimes**
- 273. Réformer le traitement judiciaire des violences**

Égalité au travail et à la maison

Les violences sexistes et sexuelles restent massives et insuffisamment sanctionnées. Le projet vise une tolérance zéro : mieux prévenir, protéger les victimes, renforcer les moyens et transformer durablement les mentalités pour combattre les racines des violences et garantir l'égalité réelle.

- 274. Garantir l'égalité des congés parentaux**
- 275. Soutenir les familles monoparentales**
- 276. Inverser la charge de la preuve sur les discriminations salariales**
- 277. Conditionner les aides à l'égalité salariale**
- 278. Imposer des référents égalité et VSS**
- 279. Revaloriser les métiers féminisés**
- 280. Former à l'égalité dès l'enfance**

Répondre aux besoins de santé des femmes

Les besoins de santé des femmes restent insuffisamment pris en compte. Le projet vise à améliorer l'accès aux soins, renforcer la prévention et la recherche sur les pathologies spécifiques, lutter contre les inégalités et garantir l'autonomie des femmes.

- 281. Garantir l'accès universel à l'IVG**
- 282. Lutter contre la précarité menstruelle**
- 283. Développer les soins dédiés aux femmes**

Lutter contre l'exploitation sexuelle et reproductive

L'exploitation sexuelle et reproductive frappe surtout les plus vulnérables. Le projet vise à renforcer la lutte contre les réseaux, protéger les victimes, prévenir les risques, notamment en ligne, et accompagner la sortie de la prostitution, pour mettre fin à ces violences et garantir les droits.

- 284. Lutter contre l'exploitation sexuelle des mineurs**
- 285. Protéger les personnes prostituées**
- 286. Interdire la GPA**
- 287. Lutter contre les discours masculinistes**

Vivre avec la nature

Face à l'urgence climatique et à l'effondrement du vivant, il faut changer de modèle et apprendre à vivre avec la nature. Cette bifurcation ne réussira que si elle est populaire et juste : accessible à tous, elle doit améliorer concrètement la vie quotidienne. Aucun effort ne peut être demandé sans équité ni protection des plus précaires.

Chapitre 14

Une agriculture durable et un revenu digne pour tous les paysans

L'agriculture est essentielle à notre souveraineté mais les paysans sont fragilisés. Nous voulons garantir un revenu digne, accompagner la transition agroécologique et protéger notre modèle face à la concurrence déloyale, pour une agriculture durable et ancrée dans les territoires.

Un revenu digne pour tous les paysans

L'agriculture française traverse une crise profonde marquée par des inégalités croissantes, une baisse du nombre d'exploitations et une fragilisation des revenus. Il est indispensable de soutenir les agriculteurs en réorientant les aides, en renforçant l'organisation collective, en facilitant l'accès au foncier et en accompagnant la transition vers des modèles plus autonomes et durables.

- 288. Décentraliser la politique agricole**
- 289. Développer l'agriculture de groupe**
- 290. Réorienter les aides de la PAC vers l'emploi**
- 291. Renforcer le pouvoir des producteurs**
- 292. Faciliter la transmission des exploitations**
- 293. Réduire les coûts de production**

Une agriculture durable

Le modèle agricole actuel fragilise les sols, la biodiversité et le climat. La transition agroécologique doit devenir la priorité : réduire les pesticides, soutenir le bio, protéger les terres et sécuriser les revenus. Elle suppose un accompagnement fort des agriculteurs et une production relocalisée.

- 294. Développer l'agriculture biologique et agroécologique**
- 295. Renforcer l'expertise scientifique**
- 296. Réviser les marchés publics**
- 297. Encadrer la propriété du vivant**
- 298. Sécuriser les revenus liés à la transition écologique**
- 299. Adapter l'agriculture au changement climatique**
- 300. Protéger les terres agricoles**

Une pêche durable : protéger la mer et son économie

La pêche française est fragilisée par la concurrence internationale, la pollution et le vieillissement de la flotte. Il faut soutenir une pêche durable : moderniser les navires, protéger les ressources, développer des pratiques sélectives et valoriser les filières locales. Une politique publique doit garantir souveraineté et emplois.

- 301. Protéger la souveraineté alimentaire européenne**
- 302. Accélérer la transition écologique de la pêche**
- 303. Développer les aires marines protégées**
- 304. Protéger les filières locales de pêche**
- 305. Soutenir la pêche côtière et familiale**

Contre la concurrence déloyale et pour le juste échange

La concurrence internationale fragilise les agriculteurs européens face à des normes inégales. Il faut défendre le juste échange : imposer la réciprocité sociale, sanitaire et environnementale, refuser les accords inéquitables, renforcer la PAC et garantir des prix rémunérateurs. Protéger nos filières, c'est défendre notre souveraineté alimentaire.

- 306. Défendre le juste échange**
- 307. Refuser la renationalisation de la PAC**
- 308. Relever les prix planchers**
- 309. Renforcer le « Made in France »**
- 310. Réguler les marchés agricoles**
- 311. Interdire les produits non conformes aux normes européennes**

Pour une écologie populaire

La crise écologique est une réalité, mais elle ne peut être affrontée sans justice sociale. Nous défendons une écologie populaire, à la fois désirable et accessible, qui améliore concrètement la vie et n'exclut personne.

Planifier la bifurcation écologique

Face aux crises climatique, sociale et industrielle, la planification écologique doit devenir un pilier de l'action publique. Elle doit fixer des objectifs contraignants, coordonner les moyens et associer les territoires. L'État doit piloter cette transformation pour garantir souveraineté, justice sociale et efficacité.

- 312. Réorganiser la planification écologique**
- 313. Fixer des objectifs écologiques contraignants**
- 314. Décentraliser la transition écologique**
- 315. Créer un parquet environnemental**
- 316. Nationaliser les secteurs stratégiques**

Un nouveau contrat social des transports

Les transports, première source d'émissions, creusent aussi les inégalités d'accès à la mobilité. Il faut bâtir un modèle plus juste : investir dans le ferroviaire, développer les alternatives à la voiture, rendre les transports accessibles et réduire l'impact climatique. La mobilité doit devenir un droit pour tous.

- 317. Nationaliser les autoroutes**
- 318. Investir dans le ferroviaire**
- 319. Réduire le prix du train**
- 320. Développer les RER métropolitains**
- 321. Démocratiser la voiture électrique**
- 322. Développer les mobilités alternatives**
- 323. Instaurer une écotaxe poids lourds**
- 324. Réduire le recours à l'avion**

Mieux vivre en ville, petites ou grandes

Les villes concentrent inégalités sociales et défis climatiques. Il faut les adapter : réduire l'artificialisation, lutter contre les îlots de chaleur et repenser l'urbanisme. En donnant plus de moyens aux collectivités et en planifiant la transition, la ville peut devenir un espace plus juste, durable et vivable pour tous.

- 325. Renforcer le pouvoir d'action des villes**
- 326. Planifier la réduction des émissions locales**
- 327. Financer les projets locaux de transition**
- 328. Généraliser les urbanismes bioclimatiques**

Adapter nos logements

Face à l'urgence climatique et sociale, la rénovation des logements doit être massive. Il faut supprimer les passoires thermiques, réduire la précarité énergétique et adapter le bâti au changement climatique. Avec un accompagnement renforcé, chacun doit pouvoir accéder à un logement digne, confortable et économe.

- 329. Rénover massivement les logements**
- 330. Créer une prime climat**
- 331. Simplifier la rénovation**
- 332. Adapter les logements au climat**

Être(s) sensibles : pour un droit au beau, au calme, au vert

Face à la dégradation de nos environnements de vie, il faut garantir à chacun un accès à la nature, au calme et à un cadre de vie de qualité. Cela passe par plus d'espaces verts, moins de bruit et de pollution lumineuse, et un urbanisme plus humain. Le bien-être doit devenir une priorité publique.

- 333. Créer un service public du beau et du calme**
- 334. Garantir l'accès à la nature**
- 335. Créer des espaces de repos en nature**
- 336. Développer la mode éthique**
- 337. Lutter contre le bruit**
- 338. Préserver la nuit**
- 339. Réhumaniser les habitats**
- 340. Éduquer à la nature**

Protéger et partager la nature

La biodiversité s'effondre, fragilisant nos écosystèmes et notre souveraineté alimentaire. Il faut restaurer les milieux naturels, lutter contre l'artificialisation et protéger les espaces. Préserver la nature, c'est aussi mieux la partager, en conciliant accès du public, activités humaines et respect du vivant.

- 341. Restaurer la biodiversité**
- 342. Protéger les écosystèmes**
- 343. Organiser la coexistence avec les prédateurs**
- 344. Gérer les espaces naturels**

Partager et protéger l'eau

L'eau, bien commun vital, est aujourd'hui menacée par la raréfaction, la pollution et les inégalités d'accès. Il faut en reprendre le contrôle public, garantir une tarification juste, préserver la ressource et réduire les gaspillages. Protéger l'eau, c'est assurer un droit fondamental et prévenir les tensions futures.

- 345. Garantir une gestion publique de l'eau**
- 346. Instaurer une tarification progressive**
- 347. Réutiliser les eaux et réduire les fuites**
- 348. Protéger la qualité de l'eau**
- 349. Reconnaître des droits à la nature**
- 350. Renforcer la coopération internationale**

Bien-être animal : protéger le vivant, protéger les humains

Le bien-être animal est un enjeu éthique, social et écologique. Il faut sortir des logiques productivistes, améliorer les conditions d'élevage et d'abattage, accompagner les professionnels et développer des alternatives. Protéger les animaux, c'est aussi protéger la santé, le travail et la dignité humaine.

- 351. Développer les soins vétérinaires**
- 352. Interdire l'élevage en cage**
- 353. Faciliter la cohabitation avec les animaux**
- 354. Réduire la souffrance animale**
- 355. Encadrer la chasse**
- 356. Renforcer le droit animal**
- 357. Développer les alternatives à l'expérimentation animale**
- 358. Interdire les animaux sauvages dans les spectacles itinérants**
- 359. Améliorer le transport des animaux**

Refaire société

La France est profondément fracturée : ségrégation territoriale, inégalités sociales, sentiment d'abandon et divisions entretenues. Refaire société suppose de recréer du commun par la mixité, la justice fiscale, des services publics de proximité et une démocratie renforcée. C'est la condition pour restaurer la cohésion nationale et faire peuple.

Chapitre 16

Recréer du commun

Refaire société suppose de réduire les fractures sociales, territoriales et culturelles. Nous voulons recréer du commun par la mixité, une fiscalité plus juste, des services publics de proximité et un accès réel à la culture et au sport pour tous.

Lutter contre la ghettoïisation territoriale, scolaire et urbaine

La ghettoïisation fragilise la cohésion nationale et creuse les inégalités. Nous voulons renforcer la mixité scolaire, rééquilibrer l'offre de logements, développer les mobilités et garantir l'accès aux services publics. La République doit assurer à chacun les mêmes chances, quel que soit son territoire.

- 360. Renforcer les moyens des établissements prioritaires**
- 361. Garantir la mixité scolaire**
- 362. Piloter la mixité au niveau national**
- 363. Relancer la politique de la ville**
- 364. Créer des espaces de mixité**
- 365. Sécuriser les espaces urbains**
- 366. Développer les mobilités**
- 367. Rééquilibrer le logement social**
- 368. Renforcer les partenariats locaux**
- 369. Développer des pôles d'excellence**

Contre la sécession des élites, imposer la justice fiscale

Le système fiscal est devenu injuste et favorise la concentration des richesses. Nous rétablirons une fiscalité progressive sur les revenus, le patrimoine et l'héritage, lutterons contre la fraude et mobiliserons ces ressources pour financer les services publics et la transition écologique.

Des services publics partout et à visage humain

Les services publics reculent et éloignent les citoyens. Nous garantirons leur présence sur tout le territoire, renforcerons les Maisons France Services et assurerons un accès humain aux démarches. Revaloriser les agents est indispensable pour un service public de qualité.

Mettre fin à la grande pauvreté

La pauvreté touche une part croissante de la population. Nous garantirons des ressources dignes, faciliterons l'accès à l'emploi et ferons du logement un droit effectif. L'accès aux droits doit être simple, automatique et universel.

Gagner la bataille culturelle, nous réunir par la culture

La culture est un bien commun et un levier d'émancipation. Nous garantirons son accès à toutes et tous, protégerons les artistes et défendrons le pluralisme face aux logiques de concentration. La souveraineté culturelle doit être préservée.

- 370. Refonder l'impôt sur le revenu
- 371. Baisser la CSG sur les bas salaires
- 372. Réformer les niches fiscales
- 373. Réintégrer les revenus financiers
- 374. Instaurer une taxe sur les grandes fortunes
- 375. Permettre le paiement en actions
- 376. Créer un impôt sur les grandes successions
- 377. Plafonner le pacte Dutreil
- 378. Rendre l'impôt sur les sociétés plus progressif
- 379. Développer une fiscalité écologique juste
- 380. Encadrer la fiscalité des crypto-actifs
- 381. Lutter contre la fraude fiscale

- 382. Démarchandiser les services essentiels
- 383. Garantir un service public humain
- 384. Revaloriser les agents publics

- 385. Lutter contre la pauvreté dès 18 ans
- 386. Créer un droit à l'accompagnement
- 387. Faire du logement une priorité
- 388. Développer le logement d'urgence
- 389. Effacer les dettes liées à la précarité
- 390. Lancer un plan pour les Outre-mer
- 391. Garantir l'accès aux droits
- 392. Lutter contre le non-recours
- 393. Associer les personnes concernées
- 394. Évaluer les politiques publiques

- 395. Garantir l'accès à la culture
- 396. Généraliser l'éducation artistique
- 397. Protéger les artistes
- 398. Conditionner les aides à l'exemplarité
- 399. Garantir la souveraineté culturelle
- 400. Lutter contre la concentration des médias
- 401. Protéger les œuvres face aux plateformes

Se réunir par le sport

Le sport est un vecteur de cohésion sociale. Nous soutiendrons les clubs, développerons la pratique pour tous dès le plus jeune âge et investirons dans les équipements. L'objectif : un sport accessible, inclusif et présent sur tous les territoires.

- 402. Renforcer le service public du sport**
- 403. Développer la pratique sportive des jeunes**
- 404. Généraliser l'apprentissage de la natation**
- 405. Développer les équipements sportifs**
- 406. Garantir la parité dans le sport**
- 407. Promouvoir des événements sportifs populaires**

Faire peuple, reconstruire la cohésion nationale

La France est une communauté de destin, pas d'origine. Face aux discours excluants, nous affirmons une identité construite par l'histoire, l'école et la République. Faire peuple aujourd'hui suppose de lutter contre les discriminations, de défendre la laïcité et de bâtir une politique d'intégration juste pour une France fidèle à liberté, égalité, fraternité.

Se donner les moyens d'une réelle politique migratoire et d'intégration

La politique migratoire doit sortir des postures et redevenir efficace et lisible. Nous voulons régulariser par le travail, renforcer les voies légales d'entrée et garantir une intégration réelle par la langue, la formation et l'emploi. Simplifier les démarches, mieux accueillir et lutter contre l'exploitation sont indispensables.

- 408. Régulariser par le travail et lutter contre l'exploitation**
- 409. Renforcer les voies légales d'entrée**
- 410. Planifier la politique migratoire**
- 411. Renforcer les moyens de l'intégration**
- 412. Lutter contre les causes des migrations**
- 413. Garantir l'accès aux soins des personnes migrantes**
- 414. Lutter contre les réseaux de passeurs**
- 415. Créer un GIEC des migrations**

Garantir le droit d'asile

Le droit d'asile est un principe fondamental. Nous voulons le protéger et le rendre effectif, en améliorant l'accueil et l'hébergement, en facilitant l'accès au travail et aux soins, et en simplifiant les démarches. Nous porterons une solidarité européenne et reconnaitrons les nouvelles causes d'exil.

- 416. Garantir l'indépendance de l'Ofpra**
- 417. Autoriser le travail des demandeurs d'asile**
- 418. Créer des places d'hébergement**
- 419. Mettre en place un suivi santé**
- 420. Reconnaître les motifs d'asile liés au genre**
- 421. Réformer le système Dublin**

Lutter contre le racisme, l'antisémitisme et l'islamophobie

Les discriminations et violences racistes, antisémites et islamophobes fragilisent la République. Nous en faisons une priorité nationale : sanctions renforcées, accompagnement des victimes et mobilisation des services publics. Former, prévenir et rétablir la confiance sont essentiels pour garantir l'égalité réelle.

- 422. Rendre la DILCRAH indépendante**
- 423. Lutter contre les discriminations au travail**
- 424. Instaurer une tolérance zéro dans les services publics**
- 425. Rétablir la confiance avec la police**
- 426. Renforcer la réponse judiciaire**
- 427. Renforcer la régulation des médias**
- 428. Éduquer contre les discriminations**
- 429. Favoriser les initiatives locales de cohésion**
- 430. Valoriser les figures invisibilisées**
- 431. Reconnaître les crimes liés à la colonisation**

Pour la liberté d'être qui on est

Les personnes LGBTQIA+ subissent encore discriminations et violences. Nous voulons garantir à chacune et chacun le droit de vivre librement son identité et ses amours. Renforcer la protection, former les institutions et améliorer l'accès aux droits et à la santé sont indispensables.

- 432. Mesurer les discriminations LGBTQIAphobes**
- 433. Lutter contre les discriminations dans l'éducation**
- 434. Garantir les droits et la protection**
- 435. Interdire les thérapies de conversion**

Défendre la laïcité, pour la liberté

La laïcité garantit la liberté de conscience et l'égalité de toutes et tous. Face aux extrémismes et aux instrumentalisations, nous défendons une laïcité émancipatrice. Former les agents publics, protéger l'école et assurer la neutralité des institutions sont essentiels.

- 436. Créer un Défenseur de la laïcité**
- 437. Former les agents publics**
- 438. Garantir l'unité du droit laïc**
- 439. Réorganiser la gestion des lieux de culte**
- 440. Protéger l'école publique**
- 441. Encadrer l'enseignement privé**
- 442. Lutter contre les dérives religieuses**

L'égalité réelle pour les Français d'Outre-mer

Les Outre-mer subissent des inégalités persistantes : vie chère, services publics fragilisés, vulnérabilité climatique. Nous voulons garantir l'égalité réelle en luttant contre les monopoles, en renforçant les services publics et en investissant dans les infrastructures, l'éducation et la santé, avec des politiques adaptées aux réalités locales.

- 443. Garantir l'égalité d'accès aux services publics**
- 444. Lutter contre la vie chère**
- 445. Garantir la souveraineté alimentaire**
- 446. Renforcer les moyens de sécurité**
- 447. Développer la cohésion sociale**
- 448. Investir dans les infrastructures**
- 449. Anticiper les risques climatiques**
- 450. Adapter les normes aux territoires**
- 451. Lancer un plan pour Mayotte**

La République démocratique du 21^{ème} siècle

La crise démocratique s'aggrave : abstention, défiance et mobilisations hors partis traduisent une rupture profonde. Face à une pratique du pouvoir trop verticale, nous voulons refonder nos institutions, garantir l'indépendance des médias et renforcer la participation citoyenne pour redonner confiance et faire vivre une démocratie réelle.

Pour une révolution démocratique

La démocratie française s'essouffle : abstention croissante, défiance, hyper-présidentialisme. Nous voulons passer à une démocratie continue, plus représentative, participative et délibérative. Instaurer la proportionnelle, renforcer le Parlement, développer les référendums et la participation citoyenne, rééquilibrer les pouvoirs et protéger l'État de droit pour redonner toute sa place au peuple.

- 452. Soumettre les réformes à une convention citoyenne et au référendum**
- 453. Instaurer la proportionnelle aux législatives**
- 454. Lutter contre l'abstention**
- 455. Corriger la mal-inscription**
- 456. Abaisser le droit de vote à 16 ans**
- 457. Ouvrir le droit de vote aux étrangers aux élections locales**

- 458. Reconnaître le vote blanc**
- 459. Instaurer une participation électorale obligatoire**
- 460. Garantir la parité sociale en politique**
- 461. Renforcer la parité femmes-hommes**
- 462. Instaurer un parrainage mixte**
- 463. Développer le référendum**
- 464. Expérimenter de nouveaux modes de scrutin**
- 465. Réformer le financement politique**
- 466. Encadrer les sondages**
- 467. Former à la citoyenneté**
- 468. Rééquilibrer l'exécutif**
- 469. Renforcer le rôle du Parlement**
- 470. Réformer le fonctionnement parlementaire**
- 471. Créer un droit d'amendement citoyen**
- 472. Renforcer le contrôle parlementaire**
- 473. Renforcer les droits de l'opposition**
- 474. Réformer les règles financières parlementaires**
- 475. Moderniser le Conseil constitutionnel**
- 476. Supprimer la Cour de justice de la République**
- 477. Renforcer le Défenseur des droits**
- 478. Protéger les lanceurs d'alerte**
- 479. Interdire les ministres condamnés**
- 480. Rendre inéligibles les élus condamnés**

Rétablir l'indépendance des médias

L'indépendance des médias est essentielle à la démocratie mais fragilisée par la concentration et les pressions économiques. Nous voulons garantir le pluralisme, renforcer les droits des journalistes, lutter contre la concentration et soutenir les médias indépendants. Défendre un service public de l'audiovisuel fort et indépendant pour assurer une information libre et accessible à toutes et tous.

- 481. Renforcer l'audiovisuel public**
- 482. Lutter contre la concentration des médias**
- 483. Soutenir les médias indépendants**
- 484. Garantir l'indépendance éditoriale**
- 485. Créer un délit de trafic d'influence**
- 486. Renforcer le pouvoir des journalistes**
- 487. Garantir la déontologie**
- 488. Promouvoir la diversité dans les médias**
- 489. Renforcer les pouvoirs du régulateur**
- 490. Développer les nouveaux médias**
- 491. Consolider le modèle économique**

Garantir la vitalité du monde associatif

Pilier de la République sociale, la vie associative est fragilisée par la précarité des financements et l'épuisement des bénévoles. Nous voulons lui redonner stabilité et moyens : loi de financement pluriannuel, sécurisation de l'emploi associatif, reconnaissance de l'engagement bénévole et simplification administrative. Soutenir durablement son rôle essentiel dans la cohésion sociale.

492. Créer une loi de financement de la vie associative

493. Renforcer le statut du bénévole

494. Développer l'emploi associatif

495. Abroger le contrat d'engagement républicain

496. Simplifier la vie associative

497. Reconnaître l'engagement

498. Former les bénévoles

Pour une science libre et indépendante

La liberté académique est fragilisée par les pressions, la précarité et la dépendance aux financements privés. Nous voulons la garantir pleinement : inscription dans la Constitution, protection des chercheurs, encadrement des financements privés et lutte contre la précarité. Défendre une science libre, c'est garantir un savoir indépendant au service de la démocratie.

499. Garantir la liberté académique

500. Créer un délit d'entrave scientifique

501. Protéger la recherche

502. Créer un observatoire indépendant

503. Encadrer les financements privés

504. Lutter contre la précarité scientifique

Achever la décentralisation

La décentralisation reste inachevée et affaiblie par le retour du centralisme. Nous voulons redonner aux collectivités une réelle capacité d'action : clarification des compétences, autonomie fiscale renforcée, simplification territoriale et développement de l'expérimentation locale. Faire de la décentralisation un levier d'efficacité publique et de justice territoriale.

505. Supprimer les doublons État-collectivités

506. Renforcer l'autonomie fiscale locale

507. Faciliter l'expérimentation locale

508. Territorialiser la transition écologique

Reformer l'état

La défiance envers l'État tient à sa complexité et à son éloignement. Nous voulons un État plus simple, plus efficace et plus proche : déconcentration, simplification, décloisonnement des administrations et recentrage sur l'utilité sociale. Renforcer l'éthique publique, limiter le recours aux cabinets privés et diversifier les élites pour restaurer la confiance démocratique.

509. Délocaliser des services de l'État

510. Decloisonner l'administration

511. Simplifier les démarches

512. Réformer la gestion publique

513. Réduire le recours aux cabinets privés

514. Garantir l'éthique publique

515. Diversifier les élites administratives

Pacifier le monde

Face aux tensions internationales et au retour des logiques de puissance, nous défendons la coopération plutôt que la confrontation. Le respect du droit international, des droits humains et de l'égalité doit guider l'action. La France et l'Europe doivent porter une voix de paix, pour un multilatéralisme juste et un monde fondé sur la solidarité entre les peuples.

Chapitre 19

Un monde de coopération

Face à la montée des conflits et à l'affaiblissement du multilatéralisme, nous défendons la coopération internationale et le droit. Réformer les institutions, intégrer toutes les nations et protéger les biens communs sont les conditions d'une paix durable et de la dignité des peuples.

Agir pour le respect du droit international

Le droit international est fragilisé alors qu'il reste la meilleure garantie de paix et de protection des peuples. Face à la multiplication des conflits et aux blocages diplomatiques, nous défendons une politique étrangère fondée sur le droit et les droits humains. Soutenir une paix juste en Ukraine, porter une solution à deux États en Israël/Palestine, renforcer la justice internationale et protéger les lanceurs d'alerte. Encadrer les technologies de guerre, soutenir l'aide humanitaire et défendre partout un ordre international fondé sur le droit.

- 516. Soutenir l'Ukraine pour une paix durable**
- 517. Promouvoir une solution à deux États en Israël/Palestine**
- 518. Renforcer la justice internationale**
- 519. Protéger la vérité**
- 520. Encadrer les technologies de guerre**
- 521. Soutenir les victimes de crimes internationaux**
- 522. Renforcer l'aide humanitaire**
- 523. Créer un statut pour les otages d'État**

Protéger les biens communs mondiaux

Les biens communs mondiaux (océans, forêts, eau, fonds marins, espace) sont menacés par la surexploitation et la privatisation. Nous défendons un cadre multilatéral contraignant pour les protéger. Reconnaître la nature comme sujet de droit, protéger les défenseurs de l'environnement, encadrer les multinationales, développer des mécanismes « dette contre nature » et préserver l'espace. La justice écologique mondiale est une condition de la paix.

- 524. Reconnaître la nature comme sujet de droit**
- 525. Développer les échanges dette contre nature**
- 526. Imposer un devoir de vigilance international**
- 527. Développer des partenariats durables**
- 528. Protéger l'espace**

Réformer les institutions internationales

Le système multilatéral, hérité de 1945, n'est plus adapté aux défis actuels et souffre d'un déficit démocratique. Nous voulons des institutions plus représentatives et efficaces. Réformer l'ONU, limiter le droit de veto en cas de crimes majeurs, renforcer le rôle de l'ECOSOC et démocratiser le FMI et la Banque mondiale. Le multilatéralisme doit redevenir un outil de justice, de régulation et de paix.

- 529. Construire une coalition pour le droit international**
- 530. Réformer les Nations unies**
- 531. Renforcer le rôle de l'ECOSOC**
- 532. Créer un droit de pétition internationale**
- 533. Rééquilibrer le FMI et la Banque mondiale**
- 534. Renforcer la régulation financière internationale**

Une nouvelle approche de la sécurité internationale

Face à l'explosion des inégalités, à l'urgence climatique et aux tensions internationales, la sécurité ne peut se limiter au militaire. Nous défendons une approche globale fondée sur le développement, l'éducation, le climat et une diplomatie féministe pour une sécurité durable et partagée.

Investir dans le développement et l'éducation

Face aux inégalités et à l'urgence climatique, la solidarité internationale doit changer d'échelle. L'aide au développement reste insuffisante et trop dépendante de logiques financières. Nous voulons un modèle fondé sur la justice, la co-construction et l'investissement humain. Atteindre 0,7 % du PIB en aide publique, privilégier les dons, investir dans l'éducation et la santé, en particulier pour les filles, alléger la dette et lutter contre l'évasion fiscale. Le développement est un levier essentiel de paix et de sécurité internationale.

- 535. Construire des partenariats de développement équilibrés**
- 536. Investir dans l'éducation et la santé**
- 537. Financer le développement par la justice fiscale**
- 538. Alléger la dette des pays vulnérables**
- 539. Créer un fonds mondial pour l'éducation**

Construire une diplomatie féministe

Une diplomatie féministe renforce la paix et la stabilité. Nous voulons en faire un pilier de notre politique étrangère. Soutenir les droits des femmes et des filles, financer leur émancipation, garantir leur place dans les négociations internationales et féminiser les institutions. Porter la reconnaissance de l'apartheid de genre, renforcer les moyens dédiés et faire de l'égalité un levier central de sécurité internationale.

- 540. Soutenir les luttes féministes**
- 541. Reconnaître l'apartheid de genre comme crime**
- 542. Financer l'émancipation des femmes**
- 543. Protéger les femmes face au changement climatique**
- 544. Féminiser les institutions diplomatiques**
- 545. Promouvoir la parité au niveau européen**
- 546. Généraliser la budgétisation sensible au genre**

Réinventer la diplomatie environnementale

La crise écologique transforme les relations internationales et exige une réponse collective. Nous voulons une diplomatie fondée sur la coopération et la justice environnementale. Renforcer les accords internationaux, conditionner les échanges au respect du climat, créer des outils de régulation mondiale et reconnaître l'écocide comme crime international. La diplomatie environnementale doit devenir un levier de paix, de souveraineté et de solidarité.

- 547. Construire un pacte écologique mondial**
- 548. Faire de l'Europe un leader de la diplomatie verte sur les terres rares**
- 549. Créer une alliance internationale de contrôle des ressources**
- 550. Créer un Conseil de sécurité climatique à l'ONU**
- 551. Créer un tribunal international des crimes environnementaux**

